

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
CS71354
68070 MULHOUSE CEDEX 1

Mulhouse, le 5 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société SEDE Environnement

Z.I. Europe
68700 Cernay

Références : 0006704517_2023_12_6_SEDE_VIIC_PPC
Code AIOT : 0006704517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 décembre 2023 dans l'établissement Société SEDE Environnement implanté ZI Europe 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 15/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre du réexamen IED suite à la parution de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société SEDE Environnement
- ZI Europe 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006704517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEDE Environnement exploite des installations de compostage à Cernay, dans un bâtiment fermé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de rejets en NH3, H2S et concentration d'odeur
- Rejet des eaux résiduaires
- Acceptation des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émissions et surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, ANNEXE 3.3_V	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, ANNEXE 2-I	Sans objet
2	Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, ANNEXE 2-II-a	Sans objet
3	Acceptation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, ANNEXE 2-II-b	Sans objet
5	Limitation des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, ANNEXE 3.3_V	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté préfectoral du 17/01/2013 article 4.3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats trimestriels de ses rejets gazeux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article ANNEXE 2-I
Thème(s) : Situation administrative, Certification
Prescription contrôlée : I. - Système de management environnemental L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié [...]
Constats : L'exploitant a mis en place un système de management environnemental. Le site est certifié ISO 14001:2015, pour l'exploitation d'une unité de compostage. Le certificat présenté par l'exploitant est valable à partir du 17 juin 2021 jusqu'au 16 juin 2024. Le site a été certifié par AFNOR Certification. AFNOR Certification est accréditée par le COFRAC (accréditation n° 4-0001) pour les certifications de systèmes de management d'entreprise NF EN ISO 14001.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article ANNEXE 2-II-a
Thème(s) : Situation administrative, Cahier des charges
Prescription contrôlée : II. - Flux de déchets L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : a Caractérisation et acceptation préalable des déchets. Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à

l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.
Constats : L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation des déchets devant être compostés, avant leur réception sur le site. Elle permet de caractériser les déchets admissibles d'un point de vue physique et chimique. Elle contient entre autres son lieu de provenance et son mode de conditionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article ANNEXE 2-II-b
Thème(s) : Situation administrative, procédure
Prescription contrôlée : II. - Flux de déchets L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : b Procédures d'acceptation des déchets Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.
Constats : Il existe une procédure d'acceptation préalable commune pour les déchets admissibles sur le site. Elle reprend les teneurs en éléments traces métalliques, composés traces organiques et la valeur agronomique du déchet. Cette procédure est renouvelée toutes les années, si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émissions et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article ANNEXE 3.3_V		
Thème(s) : Risques accidentels, Analyses		
Prescription contrôlée : V. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets Effluents gazeux : Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique.		
Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H2S	sans	semestrielle
NH3	20 mg/Nm3 (1)	Semestrielle (3)
Concentration d'odeurs	500 ouE/Nm3 (2)	Semestrielle (3)

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.
(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.
(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les analyses à la fréquence prescrite. Le para Les dernières mesures datent du 28 octobre 2021. Ces mesures montrent pour la teneur en NH3 des rejets après le bio-filtre :

<p><i>n°1 est de 67,92 mg/Nm3</i> <i>n°2 est de 12,87 mg/Nm3</i> <i>n°3 est de 50,66 mg/Nm3</i> <i>n°4 est de 16,45 mg/Nm3</i></p> <p>Le seuil maximal admissible pour la teneur en NH3 est de 20 mg/Nm3. Les valeurs concernant les bio-filtres n°1 et 3 sont non conformes.</p> <p>La mesure de concentration d'odeur varie entre 2090 et 6910 uoE/m3, à la sortie des bio-filtres 1, 2, 3 et 4 pour un seuil maximal admissible de 500 uoE/m3. Ce qui équivaut à des dépassements allant de 4 à 13 fois la limite admissible.</p> <p>Par ailleurs ,le paramètre H2S n'a pas été mesuré en 2021.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a connaissance de la non-conformité de ces résultats. Il prévoit un changement de méthode de lavage de ses effluents gazeux. Il va abandonner le lavage à l'eau pour revenir à un lavage à l'acide chlorhydrique. Avant de mettre en fonction ses tours de lavage, il doit former ses salariés et les faire habilitier à la manipulation de cet acide. Ce processus sera effectif au premier trimestre de 2024.</p> <p>Il est rappelé que toute modification notable des installations relève des dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement. Il appartient à l'exploitant de déposer un porter à connaissance relatif à la modification du procédé de traitement des effluents gazeux (il y justifiera notamment la conformité des dispositions envisagées aux MTD applicables).</p> <p>Enfin, il appartiendra à l'exploitant de justifier de l'efficacité des nouvelles modalités de traitement sur la base de nouvelles analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Limitation des émissions atmosphériques canalisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article ANNEXE 3.3_III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, traitement des rejets gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Limitation des émissions atmosphériques canalisées.</p> <p>L'exploitant met en place une ou plusieurs des techniques suivantes : adsorption, bio filtre si nécessaire combiné à un prétraitement de l'effluent gazeux, filtre en tissu, oxydation thermique, épuration par voie humide en combinaison avec un biofiltre, une oxydation thermique ou une adsorption sur charbon actif.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant traite ses effluents gazeux par un lavage à l'eau puis une filtration par un bio-filtre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets Aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2013, article 4.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets en nappe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(modifié par l'article 5 de l'arrêté du 03 décembre 2018)</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux de toitures et autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel (infiltration dans les sols) [...] et après</p>

passage dans un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales autres que les eaux de toitures[...]

Constats :

Les eaux de toitures et de voiries sont collectées dans deux réseaux différents. Elles sont toutes les deux infiltrées après collecte comme indiquées sur le plan présenté par l'exploitant lors de l'inspection. Suivant le plan des réseaux, les eaux de voiries sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbure, avant infiltration.

Type de suites proposées : Sans suites